

Retraites : l'offensive est lancée

Hollande l'a annoncé dans une conférence de presse, son premier ministre l'a confirmé cette semaine : le gouvernement prévoit une nouvelle attaque contre les retraites, avec baisse des pensions et allongement de la durée de cotisation jusqu'à 44 ans.

Mais avant de présenter un projet de loi en octobre, une grande « concertation » est lancée avec les syndicats qui démarrera par une « conférence sociale » fin juin, laquelle durera tout l'été.

Toutes les centrales syndicales ont répondu présentes. La CFDT a même annoncé d'avance qu'elle accepterait une augmentation des annuités !

Le temps passé dans les salons à négocier des reculs est du temps perdu pour préparer la riposte d'envergure qu'une telle mesure appelle.

Il faut remplir les caisses de retraites ? Et bien, augmentons les salaires, arrêtons les suppressions d'emplois et interdisons les licenciements ! Mais ce n'est pas autour d'une table ronde qu'on contraindra patronat et gouvernement à le faire.

La méthode de la gauche, ce sont les courbettes au patronat, le blabla à l'intention des syndicats et au milieu, un tir de canon contre les travailleurs. Voilà ce qu'ils appellent le « dialogue social ». Il ne manque qu'une chose : qu'on leur réponde.

Le pillage du Niger par Areva et le terrorisme de la France-à-fric

Jeudi dernier, deux attentats ont eu lieu au Niger. L'un contre une mine d'uranium exploitée par la multinationale française du nucléaire, Areva, blessant des travailleurs nigériens ; l'autre contre une base militaire nigérienne, à la solde du gouvernement français. Pour le groupe djihadiste les revendiquant, il s'agit de représailles contre la guerre au Mali menée par les troupes françaises et les armées de plusieurs Etats africains dont le Niger.

Cette guerre « contre le terrorisme », expliquait le gouvernement Hollande, devait être rapide et propre.

Propre ? Combien de civils tombés sous les balles ou les bombardements ? Combien de morts au sein des armées tchadienne et malienne, réservoir de chair à canon pour les troupes françaises ? Une guerre courte ? Comme en Afghanistan, où la guerre dure depuis onze ans maintenant ? Où les talibans sont de retour et ont récupéré leur influence grâce à l'impopularité de l'occupation militaire par les Américains et leurs alliés ?

Loin de protéger la population de la violence des groupes islamistes, la guerre française au Mali cultive le racisme et renforce les rivalités. Revancharde, l'armée malienne a perpétré tortures et exécutions sommaires contre les civils arabes et touaregs du Nord Mali. Même au Sud, en février

dernier, en plein cœur de Bamako, des affrontements ont eu lieu entre soldats affiliés chacun à un ex-président et général malien. Et au milieu de tous ces conflits, combien de jeunes seront jetés dans les bras des djihadistes ?

L'intervention de l'armée française n'a rien à voir avec la libération des peuples. Il s'agit de maintenir et d'accroître le pillage du sous-sol sahélien par les trusts français. En particulier au Niger où Areva tire profit d'importants gisements d'uranium, tout en surexploitant les ouvriers nigériens (qui ont d'ailleurs fait grève en 2012), pollue l'environnement, chasse de leurs terres les paysans, tout en laissant dans la misère la population de l'un des pays les plus pauvres du monde.

La réalité, c'est la domination de l'impérialisme français dans la région, qui s'appuie sur tel dictateur contre tel autre, pour ses propres intérêts et pour les profits de ses grandes entreprises. Les rivalités entre communautés et entre despotes régionaux que la France attise ne peuvent avoir que des conséquences dramatiques.

Il n'y a pas d'issue pour les peuples et les travailleurs que de s'en prendre à la racine du problème : en finir, des deux côtés de la Méditerranée, avec la dictature et le terrorisme du capital, à commencer par le capitalisme français.

Petites et grandes manœuvres

Après le blackout, le coup d'envoi des réorganisations a été donné vendredi 24 mai. Certains secteurs ont été réunis en fin d'après-midi, juste avant le week-end. D'autres réunions ont lieu aujourd'hui et les jours suivants, suite aux amphis managers du lundi 27. Les informations données sont soigneusement triées et on reste souvent sur sa faim. Car la direction se garde plusieurs coups d'avance. Une méthode censée éviter les vagues, pas le stress pour les salariés. Il suffirait d'un grain de sable...

L'art de nous prendre pour des billes

Les présentations faites sur les réorganisations ne disent rien des périmètres cœur de métier. Version officielle : « *la stratégie cœur de métier* » sera définie ultérieurement ! Comme si les réorganisations se faisaient indépendamment. On est censé y croire.

Assistants en danger

Profitant des réorganisations, la direction veut créer des pools d'assistants. L'objectif est de supprimer encore des assistantes. Et pour le boulot et la carrière, ce n'est pas vraiment une promotion. Bonjour l'angoisse !

Moins ça change, plus ça change

A en croire la com' officielle, les réorganisations de l'Ingénierie et de l'Informatique auraient peu d'impact. Pourtant à Guyancourt, 250 salariés vont changer de fonction et pour beaucoup d'autres, c'est leur mission qui va changer. 37 % des salariés vont changer de chef. 7 % des managers ne seront plus managers... A part cela, rien ne change.

Positivons

Au rayon des « *apports* » présentés comme « *positifs* » de la nouvelle Direction Tests et Services (DE-T) : la « *centralisation des services* », la « *rationalisation des prestations* » ou encore la « *mise en commun des moyens d'essai et des ressources associées* » (les salariés). Chacun comprendra « *réduction de l'activité et des effectifs* ». Les 2172 « *ressources associées* » de la DE-T apprécieront.

Manque de franchise

L'accord de compétitivité va supprimer le CEF (Compte Epargne Formation). Ces heures, exclues en 1999 du temps de travail effectif pour atteindre les 35h, redeviennent donc du temps de travail effectif. Les APR et ETAM en normal récupèrent 30h/an, et feront du coup plus que 35h en moyenne sur l'année. Mais au lieu de réduire leurs horaires de 30h, ce sera 24h (soit 7mn/jour). Car la direction en profite pour exclure du temps de travail effectif les 6h de franchise (4h l'été + 2h en fin d'année) ! Donner d'une main, reprendre de l'autre : tout un art.

7 mn, pas plus !

Au TCR, la fin du CEF entrainera au 1^{er} juillet une diminution du temps de travail de 7 mn par jour pour les ETAM. Cela n'aura aucun impact pour les cadres en forfait jour, qui perdront la partie de leur CEF hors temps de travail effectif (4 jours).

Il serait plus juste de compenser le CEF par 4 RTT. Ca bénéficierait aux cadres... et aux ETAM, qui en profiteraient plus que 7 mn en moins par jour.

Pas de cadeau pour les postés

Suite à l'arrêt du CEF, la journée de travail des APR en équipe augmentera de 3 mn/jour. 18 salariés sont concernés au TCR et à Aubevoye. Mesquin.

La démocratie selon Renault

Le 15 mai, le CHS-CT (Comité Hygiène et Sécurité-Conditions de Travail) d'Aubevoye été appelé à se prononcer sur les réorganisations. Un premier vote a validé une demande d'expertise visant à en analyser les conséquences pour les salariés. Ce qui bloquait les réorgs. Du coup, le représentant de la direction est allé chercher deux autres élus plus « *collaboratifs* » et a imposé un nouveau vote, qui a rejeté l'expertise. C'est clair : la direction fera tout pour que les CHS-CT soient des chambres d'enregistrement.

Puisqu'il ne faut pas déclarer forfait...

70 salariés de la DCMAP (Ingénierie Mécanique), toujours remontés contre le passage du remboursement des frais de mission du forfait aux frais réels, ont interpellé Tavares de passage à Lardy le 21 mai. Tavares a dû les recevoir et mettre en place un groupe de travail avec des représentants des salariés concernés. Un premier recul.

Les actionnaires à la fête

L'action Renault a doublé en un an. Les analystes prévoient même une augmentation du dividende de 11 % en 2014. Il n'y a que les salaires qui sont gelés.

Redressement médiatique

Grand numéro de com' aujourd'hui : Ghosn fait visiter Flins à Montebourg, ministre du redressement productif. On y vantera sûrement l'accord compétitivité, censé permettre à Flins de décrocher la production de Micra en 2016.

Un numéro déjà joué en 2009 par Ghosn et Sarkozy pour une usine de batteries... qui a capoté. D'ici 2016, qui sait ce qu'il peut se passer. En attendant les effectifs de Flins continuent de baisser et la Zoé peine à décoller. Mais tant que la photo est belle...

Avis favorable pour l'étincelle

La collecte organisée il y a 15 jours pour *L'Etincelle* a reçu un très bon accueil. Merci à toutes celles et ceux qui ont donné ! N'hésitez pas à contacter nos diffuseurs aux portes ou à visiter notre site internet...